



APPEL A CANDIDATURE Session 25 E&P – Octobre 2022

Mission « mobilisations citoyennes pour des politiques économiques fondées sur les droits » - 12 mois

Thématique
Justice sociale et
environnementale

Pays, Ville
Tunisie, Tunis

Présentation du programme d'Echanges et Partenariats

Piloté par Echanges et Partenariats et co-animé avec au moins une association en France spécialisée sur une thématique, ce programme est organisé autour des luttes et mobilisations des réseaux de solidarité internationale. Il a pour but à la fois : d'encourager les jeunes générations qui souhaitent se mobiliser à repenser l'espace politique et leur rôle dans cet espace ; de développer et renforcer les partenariats entre organisations de la société civile en France, en Europe et à l'international.

Cette mission s'inscrit dans un cadre collectif : chaque session regroupe de 10 à 15 volontaires parant chacun-e pour une mission spécifique. Le caractère collectif des sessions permet de favoriser les transversalités entre les thématiques.

Avant de candidater, merci de consulter la rubrique « S'engager » de notre site internet et notamment ces deux pages :

<http://echanges-partenariats.org/le-programme-dechanges/>

<http://echanges-partenariats.org/les-conditions-pour-partir/>

Blog des volontaires E&P : <https://volontaires.echanges-partenariats.org/>

Présentation des organisations partenaires

- Organisation d'envoi : IPAM

Ipam est historiquement un réseau de 6 associations de solidarité internationale qui depuis quatre ans a évolué vers un collectif composé de membres individuel-les : personnalités historiques du mouvement altermondialiste, jeunes militant-es issu-es de mobilisations citoyennes et ancien-nes participant-es au programme de mobilité d'Echanges et Partenariats (membre fondateur d'IPAM). Ce collectif partage des affinités politiques sur les questions de solidarité internationale, une vision du monde fondée sur les droits (humains, sociaux, économiques, environnementaux, etc.), et une opposition à toute forme de discriminations et d'oppression.

Reconnaissant un héritage commun issu des mouvements décoloniaux et altermondialistes, et actant des changements de « l'état du monde », le collectif affirme la ***nécessité d'allier réflexion et formes de résistances et d'alternatives***. Ipam a pour ambition de construire une stratégie et des pratiques de solidarité nationale et internationale capables de relier les luttes locales dans une dimension internationale.

Pour en savoir plus : <http://www.reseau-ipam.org/>

- **Organisation d'accueil : l'Observatoire Tunisien de l'Economie (OTE)**

L'Observatoire Tunisien de l'Economie (OTE) est une association tunisienne, issue de l'initiative en 2012 d'un groupe de chercheurs, analystes et activistes s'intéressant aux politiques publiques tunisiennes, à la suite du déclenchement du processus révolutionnaire en Tunisie.

L'OTE s'est à l'origine organisé en tant que « watchdog » des activités des Institutions Financières Internationales (IFIs). Ce groupe, qui s'est ensuite constitué en réseau, a contribué à mettre en évidence le rôle et l'influence significative des IFIs sur l'élaboration des politiques publiques et décrypter leur impact. Depuis la révolution, les réformes économiques structurelles se font de concert avec l'assistance technique des IFIs comme contrepartie des prêts accordés dans le cadre du partenariat de Deauville de 2011. Les décideurs, la société civile et les citoyens sont, quant à eux, souvent dépassés par l'ampleur des conditionnalités et leurs enjeux et démunis face à aux moyens mis en œuvres pour l'accomplissement des réformes.

L'Observatoire Tunisien de l'Economie se donne pour mission :

- d'analyser et décrypter les politiques publiques et leurs enjeux économiques afin de mettre en lumière leurs points forts et leurs limites au travers d'articles et d'études.
- de démocratiser les politiques et enjeux économiques pour les rendre compréhensibles et accessibles à tous les citoyens aux moyen d'infographies, de support vidéo.
- d'accroître la participation citoyenne au débat sur les politiques économiques au moyen d'infographies, d'ateliers de formation pour les étudiants et d'ateliers/ séminaire de décryptage ouvert à tous et animés par l'équipe de chercheurs afin de comprendre l'actualité économique et ses enjeux.
- de développer des partenariats, de réseaux de collaboration et dynamiques positives au niveau local, national et international au travers d'espaces d'échanges et d'atelier de réflexion, de plaidoyer sur les politiques publiques.
- d'être une source de référence en termes de données et documents sur l'économie en Tunisie pouvant être utiles pour tous les acteurs s'y intéressant (médias, universitaires, organismes publics ou privés, société civile).

Pour en savoir plus : <http://www.economie-tunisie.org/fr>

Contexte :

Pour un système financier mondial et une économie fondée sur les droits

Plus de dix ans après la révolution, la situation des droits économiques, sociaux et environnementaux en Tunisie ne s'est pas améliorée, au contraire, les inégalités se sont creusées sous l'effet de politiques néolibérales et de l'austérité qui furent en grande partie conditionnée par les institutions financières internationales depuis 2011.

Dans ce contexte de crise économique aggravée par la pandémie, l'Etat Tunisien a néanmoins

réouvert les négociations avec le FMI, et les récentes réformes annoncées en juin 2022 par le gouvernement tunisien donnent déjà le ton avant même qu'un nouvel accord avec le FMI ait été conclu.

Mettre en lumière les impacts de la dette et des IFI sur les droits actuellement revendiqués par les mouvements sociaux en Tunisie représente un moyen de démocratiser ces enjeux pour renforcer les résistances aux politiques actuelles et les mobilisations autour d'un modèle de développement juste et durable. En effet, il y a une urgence à revoir les politiques de développement du pays, de réduire la dépendance à la dette et augmenter les ressources propres de l'Etat tout en identifiant des ressources financières alternatives non conditionnées.

Le défi de la mobilisation et du plaidoyer autour d'alternatives aux financements et aux réformes des IFI est de taille. Dépassant le contexte tunisien, l'année 2023 est charnière et se jouera principalement sur deux fronts du système financier mondial.

En effet, les ressources fiscales qui constituent une alternative pour la Tunisie, devraient être affectées par l'Accord Mondial Fiscal concernant la taxation des entreprises et qui a vocation à rentrer en vigueur en 2023. Négocié au sein de l'OCDE, cet accord commence à être décrié par la société civile pour les risques qu'il représente en termes de revenus domestiques, et ce en particulier pour les pays du Sud. Par ailleurs, et au-delà des résistances à l'impact des IFI en Tunisie, la mobilisation apparaît déterminante à l'échelle du Maghreb à la veille du sommet du Groupe Banque Mondiale et Fond Monétaire International qui se tiendra au Maroc à l'automne 2023.

C'est dans ce contexte que l'OTE développe ses activités de recherche, de sensibilisation et de plaidoyer en consacrant à ces enjeux internationaux une attention particulière en 2022 et en 2023 pour les risques et impacts qu'ils représentent pour les droits en Tunisie et en Afrique du Nord. Face à cela, les alliances et les coalitions doivent se renforcer à ces deux niveaux, et se développer en Afrique, au sein du Global South et en général avec toutes les forces vives aspirant à un système financier et une économie fondée sur les droits.

Objectifs de la mission :

En lien avec l'équipe sur place :

- Contribuer avec l'équipe de l'OTE à l'analyse et à la mise en lumière des impacts du système financier mondial sur les droits en Tunisie et en Afrique du Nord (Dette/Institutions Financières Internationales/Fiscalité Internationale/Climate Finance, etc.)
- Contribuer à la veille des mobilisations citoyennes et à l'appui aux dynamiques/coalitions relatives au système financier mondial
- Contribuer à la recherche sur les alternatives et à la production de ressources visant la mobilisation autour des différents sujets
- Participer à la mise en visibilité de ces enjeux au sein du réseau IPAM et auprès du grand public, notamment via l'alimentation du blog des volontaires Vues d'Europe et d'Ailleurs, l'organisation d'événements, etc.

Profil

Qualités recherchées :

- Forte motivation
- Intérêt pour les domaines de la Solidarité internationale et du développement économique et social
- Autonomie et qualités d'organisation
- Capacité de travail en réseau/à distance
- Bonne capacité rédactionnelle
- Une connaissance du tissu associatif + l'expérience/engagement associatif sont un plus

Langues :

- Bon niveau de français (lu, parlé, écrit)
- Un bon niveau dans une deuxième langue comme l'arabe ou l'anglais serait un plus (lu, parlé, écrit)

Calendrier

Préparation collective au départ à Paris : du 3 au 27 octobre 2022

Terrain : de novembre à avril 2023

Capitalisation collective au retour à Paris : 3 semaines en mai 2023

2^e période de terrain : juin à mi-septembre 2023

Bilan individuel final à Paris : 1 semaine fin septembre 2023

NB : un logement solidaire peut être mis à disposition si besoin pour les temps de formation et de capitalisation à Paris. Les billets d'avion sont pris en charge (2 aller-retour)

Statut

Cette mission est proposée dans le cadre de l'engagement de service civique

Eligibilité

Le Service Civique est ouvert à tous les jeunes entre 16 et 25 ans et élargi à 30 ans pour les jeunes en situation de handicap :

- R ressortissants français ou d'un Etat membre de l'Union européenne ou de l'espace économique européen
- Disposant d'un titre de séjour régulier en France effectif depuis plus d'un an ;
- Disposant d'un titre de séjour régulier en France effectif sans condition de durée si vous possédez le statut d'étudiant étranger, de réfugié ou si vous êtes bénéficiaire de la protection subsidiaire. Les étrangers possédant une carte de séjour pluriannuelle générale délivrée après un premier document de séjour sont également éligibles au dispositif.

Indemnités

Pour les missions en France : 473,04 euros sont versés directement par l'Etat chaque mois au volontaire

Pour les missions à l'international : 522,87 euros sont versés directement par l'Etat chaque mois au volontaire

Pour l'ensemble des missions (France ou international), un co-financement est versé l'association d'un montant de 107,58 euros par mois – il sera pour cette mission versé en dinar.

Les jeunes, bénéficiaires ou appartenant à un foyer bénéficiaire du RSA, ou titulaire d'une bourse de l'enseignement supérieur au titre du 5e échelon ou au-delà bénéficient d'une majoration d'indemnité de 107,66 euros par mois.

Pour candidater

Si vous êtes intéressé-e par cette mission, merci d'envoyer votre CV et lettre de motivation dès que possible et en précisant en objet le thème et le pays, à info@echanges-partenariats.org.

Petits conseils pour écrire votre lettre de motivation :

- Nous cherchons à savoir pourquoi vous souhaitez vous engager dans une mission de solidarité, dans le cadre proposé par E&P et ses partenaires. Pourquoi souhaitez-vous vous engager sur cette mission en particulier, qu'est-ce qui fait écho dans votre parcours et/ou vos questionnements, comment vous vous projetez dans cette mission ?
- Ne répétez pas les infos déjà écrites dans votre CV : ce ne sont pas vos compétences qui vont déterminer notre choix mais votre motivation et votre compréhension des enjeux de la mission.

Nous donnerons une réponse à toutes les candidatures.

Nous sommes disponibles par mail ou téléphone (07.57.48.43.78) si vous avez des questions.